
Modèles sociologiques pour l'analyse des processus de mobilisation

Francis Chateauraynaud, Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/21268>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 454-455

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Francis Chateauraynaud, Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne, « Modèles sociologiques pour l'analyse des processus de mobilisation », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2012, mis en ligne le 01 juillet 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/21268>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Modèles sociologiques pour l'analyse des processus de mobilisation

Francis Chateauraynaud, Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne

Francis Chateauraynaud, *directeur d'études*
Jean-Michel Fourniau, *directeur de recherche à l'INRETS*
Mathieu Leborgne, *postdoctorant*

La portée de la participation ou l'expérience des milieux

- 1 LES huit séances de ce séminaire ont poursuivi l'exploration de la notion de portée de la participation du public aux processus décisionnels entamée l'année précédente, et conduite dans le cadre du programme de recherches « Concertation, décision, environnement » (CDE) du ministère de l'Écologie. Alors que la première année avait permis d'analyser en détail les six dossiers de conflits territoriaux étudiés, d'approfondir la notion de « milieu » dans l'analyse de débats territorialisés et l'impact des moments de débat sur la trajectoire des dossiers, cette seconde année a été consacrée à l'examen des dimensions transversales sur lesquelles articuler la comparaison des dossiers étudiés. Les invités ont permis de mettre en variation par l'analyse d'autres terrains la pertinence de ces différentes dimensions. La première séance a donné l'occasion aux trois responsables du séminaire de poser les termes de cette mise en variation autour des questions d'institutionnalisation des dispositifs de participation, du rôle des enjeux métropolitains dans les mobilisations territorialisées, de la montée des questions de santé environnementale et des nouveaux enjeux d'évaluation qui leur sont liées.
- 2 Lors de la deuxième séance, l'analyse des forces et des risques de l'institutionnalisation du débat public conduite par Mario Gauthier (Université du Québec en Outaouais) pour

le BAPE (Bureau d'audience publique sur l'environnement) québécois et par Jean-Michel Fourniau (Dest-Ifsttar et GSPR-EHESS) pour la CNDP (commission nationale du débat public) française a permis de comparer les transformations de l'action publique dans les deux pays résultant de trajectoires différenciées d'institutionnalisation du débat public comme dispositif de participation du public aux processus décisionnels. La troisième séance, en janvier 2011, était centrée sur la construction de publics comme communautés d'enquête : Katharina Schlierf (post-doctorante au Cemagref Rennes et à l'ENGEES) a souligné les différences d'appropriation par les acteurs de l'évaluation environnementale des déchets ménagers selon que la perspective en est la démocratisation ou la rationalisation de la gestion. Mathieu Leborgne (chercheur associé au LAMES) a dégagé des six terrains étudiés dans le programme CDE les conditions de formation et les éléments caractéristiques d'une « communauté débattante », composition de collectifs mobilisés par un conflit territorial qui se saisissent d'un dispositif de débat pour approfondir l'enquête. La séance de février a permis de comparer le traitement d'enjeux métropolitains controversés. Mathilde Gralepoix (Polytech'Tours) et François Benchendikh (CERAPS, Université Lille 2) ont analysé la mise à l'épreuve des solidarités territoriales par les enjeux de localisation d'équipements intercommunaux de traitement de déchets industriels à Nantes, et ménagers à Marseille. Jean-Michel Fourniau et Ingrid Tafere (doctorante au GSPR et à l'Ifsttar) ont souligné l'émergence récente des enjeux métropolitains dans les mobilisations territorialisées en Paca, productrice de nouvelles représentations du territoire régional, encore peu stabilisées. La séance de mars a été consacrée à une mise en perspective historique des mobilisations territorialisées sur les questions de pollution. Florian Charvolin (Modys, CNRS) et Stéphane Frioux (Larha, CNRS) ont montré l'existence, dès les années 1930 dans le bassin stéphanois, de formes de concertation, bien avant l'institutionnalisation récente de celle-ci, mettant en jeu des techniques de concernement et des disputes sur les preuves pour prendre en compte la pollution atmosphérique d'origine industrielle dans les politiques locales. Christelle Gramaglia (Geau Cemagref) a montré comment, sur un site reconnu pour ses pollutions de l'eau au cadmium, dans le bassin industriel de Decazeville, circulaient et s'ancraient historiquement des savoirs locaux sur les pollutions et comment ils se confrontaient aujourd'hui aux savoirs des écotoxicologues. La sixième séance, en avril, a abordé la dimension proprement politique de telles mises en perspectives historiques pour décrire des trajectoires politiques de controverses sur la nature et la santé. Antoine Doré (doctorant au Cemagref Grenoble) est revenu sur la carrière politique des loups en France comme cas d'étude des politiques de la nature visant à rendre présent le loup dans la cité et à gérer diplomatiquement l'espèce. Pierrick Cézanne-Bert et Stephan Castel (Cessa) ont montré comment de question périphérique pour les dispositifs de concertation étudiés dans le cadre du programme CDE, la question de la santé environnementale devient dans certains dossiers une thématique fédératrice des mobilisations territorialisées. La dernière séance publique, en mai, consacrée à la gouvernance des territoires, a fourni l'occasion d'une transition vers le nouveau séminaire de 2011-2012 qui sera coorganisé avec nos collègues du Centre Norbert Élias (EHESS-CNRS). Giorgio Blundo (EHESS) a présenté ses travaux sur les dispositifs transnationaux d'appui à la « bonne gouvernance » et Suzanne de Cheveigné (CNRS) ses travaux sur le traitement des questions environnementales dans les journaux télévisés. La dernière séance, en juin, a pris la forme d'une séance d'écriture collective des grandes lignes du rapport du projet « Portée de la concertation » dans le cadre du

programme CDE, et d'exercice de synthèse des apports de l'année à la formulation des principaux résultats de cette recherche.

Francis Chateauraynaud, *directeur d'études*

Jean-Michel Fourniau, *directeur de recherche à l'INRETS*

De l'alerte au conflit, la sociologie argumentative et la balistique des causes collectives

- 3 LE séminaire a poursuivi l'exploration des formes contemporaines du débat public en examinant en détail les mises en variation critiques auxquelles se livrent les acteurs face à l'institutionnalisation des dispositifs délibératifs ou participatifs. Œuvrant à la réarticulation de la sociologie pragmatique des controverses et de la sociologie du conflit, les premières séances ont été à la fois l'occasion de revenir sur des dossiers longuement étudiés comme les OGM, le nucléaire ou les nanotechnologies, et de pousser plus avant des intuitions relatives, d'une part, à la place des débats dans la légitimation de la décision publique, d'autre part, aux appuis de la contestation et de la résistance que font jouer les acteurs lorsqu'ils refusent le débat. Sur ce dernier point, une séance a été consacrée à l'esquisse d'une pragmatique de l'intériorité, fondée sur la description des épreuves aux cours desquelles est invoqué le « for intérieur », brandi comme ressort ultime face aux figures anti-utopiques du développement des technosciences et des dispositifs de surveillance. La quatrième séance a été consacrée à la discussion de l'ouvrage de Dominique Bourg et Kerry Whiteside, intitulé *Vers une démocratie écologique* (2010). Dominique Bourg (Université de Lausanne) est venu défendre la conception de la démocratie impliquée selon lui par les grandes urgences planétaires formées par le climat et la biodiversité, la discussion ayant surtout porté sur ce que fait toute mise en politique à la diversité des modes d'articulation, sur le terrain, entre milieux, dispositifs et représentations. Deux séances ont ensuite permis d'entendre des collègues québécois, Mario Gauthier (Université du Québec en Outaouais), qui est intervenu sur le fonctionnement du Bureau des audiences publiques environnementales au Québec, et Pierre Hamel (Université de Montréal), qui a réexaminé la problématique de la « gouvernance métropolitaine » à partir d'un retour sur plusieurs décennies de critique sociale et d'action collective. Éclairant les aspects les plus contemporains de la critique sociale, Irène Pereira (IRESMO) a présenté, au cours de la sixième séance, un essai de comparaison des schèmes argumentatifs utilisés dans les controverses savantes en sciences sociales et les débats militants de la gauche radicale. Trois séances successives ont concerné des recherches menées dans le champ des nanotechnologies : la série a été ouverte par Jean-Noël Jouzel (CSO), avec un exposé sur la santé environnementale dans la généalogie des nanotechnologies en tant que problème public ; Brice Laurent (CSI) s'est ensuite concentré sur la manière dont la question éthique a été reformulée à travers la régulation des nanotechnologies en Europe et aux États-Unis en opposant une « éthique intégrée » et une « éthique objective » ; enfin, l'équipe du GSPR travaillant sur l'économie de la recherche vue par les laboratoires des nanotechnologies (Matthieu Hubert, Jean Foyer, Francis Chateauraynaud et Jean-Michel Fourniau) a présenté les premiers résultats de l'enquête menée auprès d'un échantillon de chercheurs en île de France. La onzième séance a été consacrée aux travaux menés par Marc Angenot (Université McGill), venu présenter le

chantier de son dernier ouvrage, dans lequel il développe la notion d'« arsenal argumentatif ». Ce fut l'occasion de croiser deux conceptions des corpus, celle d'une généalogie des discours critiques saisis dans la longue durée et celle de la sociologie argumentative dont le matériel est formé par les confrontations successives auxquelles se livrent, dans une pluralité d'arènes, des acteurs hétérogènes. Lors de la dernière séance, Laura Centemeri (Université de Coimbra) a présenté ses travaux récents sur les formes d'engagement environnementaliste local dans les conflits d'infrastructures en Italie, à partir du cas emblématique de l'extension de l'aéroport de Malpensa près de Milan.

Publications

Francis Chateauraynaud

- « Des disputes ordinaires à la violence politique. L'analyse des controverses et la sociologie des conflits », dans *La politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge*, sous la dir. de Laurent Bourquin et Philippe Hamon, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 91-108,
- Avec Josquin Debaz, « Le partage de l'hypersensible. Le surgissement des électro-hypersensibles dans l'espace public », *Sciences Sociales et Santé*, septembre 2010.
- Avec Cézanne-Bert, « The argumentative trajectory of reversibility in radioactive waste management », dans *Making nuclear waste governable*, sous la dir. de Luis Apparicio, Châtenay-Malabry, Andra, 2010, p. 71-99.
- « Les figures de l'incertitude dans les controverses publiques autour des risques collectifs », dans *Risques et communication : une mise en perspective*, sous la dir. de Patrick Chaskiel, Atelier Risco, Toulouse, MSHS, 2010, p. 41-116.
- « Processus d'alerte, épreuves de vérité et controverses publiques. Pourquoi les climatosceptiques ne sont pas des lanceurs d'alerte », *Cahiers de Global Chance*, janvier 2011.
- *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, éditions Pétra, 2011, 484 p.
- « Sociologie argumentative et dynamique des controverses : l'exemple de l'argument climatique dans la relance de l'énergie nucléaire en Europe », *A contrario*, 2011/2, n° 16, 2011.

Jean-Michel Fourniau

- Avec Loïc Blondiaux, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations* n° 1, 2011, p. 12-36.
- « L'institutionnalisation controversée d'un modèle français de débat public », *Télescope*, vol. 17, n° 1, 2011, p. 70-93.
- « Amateurs de l'intérêt général. L'activité délibérative dans les dispositifs de participation citoyenne », dans *Les états de la démocratie. Comprendre la démocratie au-delà de son utopie*, sous la dir. d'Odile Piriou et Pierre Lénéel, Paris, Éditions Hermann, p. 219-242.
- Avec Ingrid Tafere, « La cittadinanza all'opera nei meccanismi della democrazia partecipativa : un cittadino più "amatore" che ordinario », *Partecipazione e Conflitto*, n° 3, 2010, p. 40-64.
- « La portée de la participation dans une approche de balistique sociologique », *Carnet de recherche Portée de la concertation* (ISSN 2109-9804), 2011.

INDEX

Thèmes : Sociologie